



M. Emmanuel Macron
Président de la République
Palais de l'Elysée
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 Paris

Paris, le 13 juin 2018.

Objet : Attaque imminente sur le port de Hodeidah au Yémen

Monsieur le Président,

Nous écrivons pour vous faire part de notre alarme face à la rapide détérioration de la crise yéménite et vous implorer de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour faire pression sur les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite afin d'éviter une attaque sur le port de Hodeidah.

Hodeidah est d'une importance vitale pour plus de 20 millions de yéménites et un assaut sur la ville aurait probablement des conséquences catastrophiques sur la population civile. Nous partageons l'inquiétude de Lise Grande, coordonnatrice humanitaire de l'ONU pour le Yémen, qui estimait la semaine dernière que « jusqu'à 250.000 personnes pourraient tout perdre, même leur vie ». L'envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen Martin Griffiths prévenait déjà, il y a deux mois, qu'une attaque sur Hodeidah pourrait « d'un seul coup, anéantir tout espoir de paix ».

Compte tenu de l'imminence de la menace, nous vous appelons à dire publiquement que la France ne pourra pas continuer à soutenir une partie au conflit qui attaquerait le port de Hodeidah et que toutes les parties responsables de violations contre des civils devront en rendre compte. Nous exhortons la France à faire pression sur l'ensemble des belligérants pour qu'ils s'engagent dans les efforts de paix de l'Envoyé spécial de l'ONU.

Certaines des organisations signataires de cette lettre vous ont écrit récemment pour saluer les efforts déployés par la France pour contenir la crise humanitaire au Yémen et partager nos attentes au sujet de la conférence humanitaire sur le Yémen, co-présidée par l'Arabie saoudite, que vous organisez à la fin du mois. Si une attaque contre Hodeidah est lancée, il serait inconcevable de maintenir la conférence comme prévu.

Des pans entiers de la population yéménite risqueraient de se retrouver pris au piège, déplacés et menacés d'insécurité alimentaire accrue, voire de famine. Des conséquences si dramatiques pour les civils ne seraient pas compatibles avec les intentions affichées par la conférence humanitaire. Dans ce contexte, nous vous appelons à reconsidérer votre engagement dans cette initiative et à l'exprimer publiquement.

Au cours de la semaine écoulée, deux attaques aériennes distinctes ont endommagé un [centre de traitement du choléra de MSF](#) à Abs et une [résidence de NRC](#) à Sana'a, démontrant une nouvelle fois l'échec de la coalition menée par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter de mettre en danger les civils, notamment les travailleurs humanitaires. Nous vous demandons de condamner ces attaques inacceptables et d'adresser un signal clair en annonçant la suspension des transferts d'équipement militaire français susceptibles d'être utilisés contre des populations civiles au Yémen.

Comme vous le savez, la situation actuelle au Yémen est intenable. Nous reconnaissons les impératifs de sécurité des pays voisins du Yémen, mais sans un changement rapide et radical, le pays devra faire face à une crise humanitaire encore plus préoccupante.

La France, en agissant de concert avec l'Envoyé spécial des Nations Unies, les Etats-Unis, le Royaume-Unis et les autres membres du Conseil de sécurité, pourrait jouer un rôle important dans les heures qui viennent pour prévenir une attaque contre Hodeidah et travailler à un cessez-le-feu et à un accord de paix durable.

Soyez assuré, Monsieur le Président, de nos sincères salutations.

Liste des organisations signataires :

1. Action Contre la Faim
2. Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés
3. CARE International
4. FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme)
5. Handicap International
6. Ligue des droits de l'Homme
7. Médecins du Monde
8. Norwegian Refugee Council
9. Oxfam France
10. Refugees International
11. Relief International
12. Saferworld
13. Sisters' Arab Forum for Human Rights
14. SumOfUs

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Sylvain Biville, Directeur France, Crisis Action
sylvain.biville@crisisaction.org